

Braquage-Kardashian - à côté de l'Elysée et de l'Intérieur !

■ Comme criminologue, comment réagissez-vous au braquage de Kim Kardashian ?

Je le répète depuis les attentats de *Charlie-Hebdo* et de l'Hyper Casher : la sécurité en France, qu'il s'agisse du terrorisme ou du crime organisé, est à la dérive. Les exactions se multiplient, au point que désormais, l'anarchie menace.

L'in vraisemblable braquage de Kim Kardashian - près de l'Elysée et du ministère de l'Intérieur - le prouve. Et si ce gang armé avait eu un but terroriste ? Comment un tel commando a-t-il pu agir à son aise, durablement et à 3 heures du matin, près des objectifs les plus stratégiques de la capitale - en plein état d'urgence ?

Clairement, le ministre de l'Intérieur, qui prend à jet continu des poses de matamore devant de complaisants journalistes, amuse les bandits, qui frappent à peu près où ils veulent, quand ils veulent. Espérons que les terroristes ne partagent pas leur état d'esprit.

■ Que dire des dernières évolutions du crime organisé dans notre pays ?

Le ministre de l'Intérieur et ses proches comprennent mal le fonctionnement du banditisme, notamment le réflexe premier de tout bandit : l'effet de déplacement. Banques et commerces sont protégés ? On s'en prend à des individus riches, à domicile. On appelle ça le *home-Jacking* - dernière victime, Kim Kardashian - crimes dont le nombre explose en France - + 60% en un an dans le Midi. Pendant ce temps, l'Intérieur vante ses succès contre les braquages à l'ancienne : on mène la guerre d'hier et non celle de demain.

■ Contradictoirement, MM Hidalgo et Kosciusko-Morizet ont réagi au braquage de Kim Kardashian, que dire de leurs commentaires ?

Depuis janvier 2015, la gauche de gouvernement est tétanisée et ne fait plus grand chose - hormis de la communication. Mme Hidalgo, tout pareil. Dans une ville où des meutes de nomades criminalisés pillent au quotidien les touristes, d'abord asiatiques ; ville dont les banlieues sont des coupe-gorge où ces mêmes touristes tombent souvent dans des embuscades, parler d'"acte très rare" est une triste farce.

Quant à Mme Kosciusko-Morizet, félicitons nous de sa (récente) conversion au réalisme sécuritaire. Voici peu encore, elle paraissait plutôt admirer Mme Taubira - sans doute une échéance électorale approche-t-elle...

■ L'état dans lequel se trouve la justice française n'aggrave-t-elle pas les choses ?

La France dispose à présent d'une justice de clodos. Dans maintes prisons, les détenus attrapent des maladies transmises par des rats et des cafards. A Aix en provence, la justice se rend dans des baraques de chantier ou tout comme, le long desquelles pissent des justiciables ayant en vain cherché des toilettes. Ainsi de suite. Depuis 2012, rien d'effectif - sauf les déferlements d'une idéologie gauchiste-culture-de-l'excuse délaissée partout au monde : nous payons aujourd'hui les années-Taubira. Quant à son ectoplasmique successeur, il promet et lui aussi s'agite - dans le vide.

■ Cette dérive sécuritaire n'est-elle pas affaire de compétence ?

Longtemps, la fonction publique régaliennne française fit l'admiration du monde. Or aujourd'hui, son excellence et son dévouement perdurent dans les corps d'encadrement, mais au sommet (grandes directions... cabinets ministériels... personnel politique), la compétence s'estompe.

Premier exemple : la criminalité financière des "carrousels de TVA". Pour le ministère des Finances (février 2016) cette fraude coûte à la France de 15 à 17 *milliards* d'euros par an. Sur 18 pays de l'Union européenne récemment inspectés, notre pays a le 6e taux le plus élevé de fraude TVA (près de 14%) parmi des pays (Italie, Hongrie, Roumanie, etc.) peu rigoureux fiscalement. Normal direz vous : l'infraction est nouvelle, notre administration doit s'adapter. Eh bien non ! Car voici soixante ans que cette fraude sévit en France. Inventée à Paris, la TVA y entre en vigueur en avril 1954. Or la première méga-fraude à cette taxe nouvelle naît dès 1955 de l'esprit fertile de... Joseph Joanovici (ferrailleur collabo bien connu). Lisons Alphonse Boudard (*L'étrange monsieur Joseph*): [Joanovici et un comparse] seront "les premiers à imaginer une escroquerie à notre chère TVA, qui n'est encore qu'un bébé. Il suffit de demander à l'Etat d'exporter à l'étranger de la ferraille récupérée sur place, ce qui entraîne le remboursement de la taxe. Or la ferraille n'est pas exportée mais refourguée ici en France. Le détournement ainsi réalisé représente à la fin des années 50 environ 800 millions de francs". 60 ans que la fraude existe, elle coûte des milliards d'euros (TVA sur la taxe carbone) et les directeurs et ministres concernés tombent toujours de la lune à chaque nouvelle arnaque, tandis que (depuis soixante ans) les milliards filent vers les paradis fiscaux.

■ Dans cette propagation de la criminalité, et ces échecs face au terrorisme, quelle est la part de l'idéologie ?

Autre défaut de nos dirigeants : leur incapacité à oublier la calamiteuse "culture de l'excuse" qui génère d'abord, puis aggrave, la crise criminelle que vit notre pays :

- Alors que se multiplient les "petits" braquages ; quand chaque jour, partout en France, policiers et magistrats interrogeant de jeunes braqueurs - éberlués d'être arrêtés pour de telles vétilles - les entendent dire "il me fallait de l'argent... je n'arrivais pas à payer mon dealer...", le vol à main armée équivalant désormais au retrait de cent euros au DAB du coin,
- Alors qu'au cœur de Marseille, des trafiquants de drogue s'entre-exterminent à la kalachnikov (plus de 20 morts dans la ville en 2016...),

Voilà à quoi jouent nos élus. Décembre 2013, un député socialiste invite un Diafoirus-sociologue à l'Assemblée nationale, devant sa "mission d'information sur la lutte contre l'insécurité". Sur la navrante pénibilité du métier de... *dealer*, ce sociologue déclare (*prière de lire avec soin*). "Le métier de *dealer* ou guetteur est usant psychologiquement. C'est un métier pénible... Il n'y a ni prudhommes ni syndicats : la régulation du marché se fait par l'intimidation et la violence. Vous subissez la violence psychologique quotidienne, des intimidations, des violences physiques quotidiennes, un risque judiciaire et pénal. Vous

subissez toute une série de risques, vous faire voler votre argent, votre drogue, votre marchandise, etc., ce qui produit des effets, pose une pesante contrainte psychologique sur ceux qui revendent (etc.)."

L'honnêteté oblige à dire que de naïfs libéraux ont devancé les socialistes dans la culture de l'excuse. Le père du laxisme français est ainsi Valéry Giscard d'Estaing qui, en 1974, voulait "faire progressivement disparaître de notre législation les dispositifs répressifs... ceux qui datent de ce que j'appellerais le 'gouvernement par la peur'".

■ **Que faire, alors, pour rendre à la France sa sécurité - ou plutôt, pour commencer, que faut-il éviter de faire ?**

Il ne s'agit ni de peur, ni de dorloter des *narcos*, mais de rendre à la France sa sécurité.

Rappel : selon l'Observatoire national de la délinquance (2015), 568 000 ménages sont cambriolés l'an passé - 65 par *heure*, nuit incluse. 38 braquage par jour, 5 par heure (ouvrables). Or la sécurité n'est pas la seule "obligation de moyens". On ne peut se borner à gémir "Tout a été fait... Il n'y a pas de faille... Le risque zéro n'existe pas". Il y a "obligation de résultats", sinon, l'anarchie gagne.

Face à ces périls, d'abord le terrorisme, nos dirigeants ont souvent, hélas, d'étranges priorités. Un ultime exemple. En décembre 2015, la Secrétaire d'Etat chargée de la famille clame dans les médias : Il faut "cesser d'humilier les femmes"... "La peur doit changer de camp". S'agit il de la radicalisation de jeunes filles qui alors s'amorce, prélude à leur dérive terroriste ? Non : la ministre tempête sur une pub pour le liquide vaisselle du BHV. Pub certes graveleuse : "Il faut pomper pour que ça gicle... C'est connu, le plaisir vient en astiquant... Ne pas avaler ? Zut, pour une fois que j'étais d'accord". Mais sincèrement : la secrétaire d'Etat n'a-t-elle que ce chat là à fouetter ? ■